

La recherche française, meilleure du monde... Chiche !

La nouvelle ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Valérie Pécresse, a déclaré qu'elle voulait « faire de la recherche française la meilleure du monde », « revaloriser l'image des enseignants et des chercheurs », « redonner confiance à la jeunesse ». Qui peut être en désaccord avec de telles intentions ? Encore faut-il s'en donner les moyens.

Jean-Luc Mazet, secrétaire général du SNCS-FSU

Notons d'abord que cette déclaration de Valérie Pécresse implique un budget, au moins, trois fois supérieur aux promesses du président de la République. Mais cela ne peut suffire, car les structures mises en place dans le cadre du « Pacte pour la recherche » – en mettant les laboratoires publics en position de dépendance par rapport à des financements liés à des projets d'intérêt économique – ont une double conséquence.

D'une part, elles favorisent la sous-traitance de la recherche des entreprises plutôt que l'investissement dans des laboratoires de recherche privée.

D'autre part, elles détournent une partie de l'effort des laboratoires publics de leurs projets non rentables à court terme. Le développement de contrats à durée déterminée fait partie intégrante de ce pilotage à court terme des laboratoires publics. Il faut donc restaurer aux organismes de recherche les financements publics de ces laboratoires qui transitent par des agences ou des pôles de compétitivité.

Il est bien sûr indispensable de donner aux universités les moyens de jouer pleinement leur rôle dans la recherche. Mais on ne peut le faire en affaiblissant les organismes nationaux de recherche. Les deux tiers des moyens du CNRS sont investis dans la dizaine de grands pôles universitaires « de taille européenne », dont ils soutiennent la recherche. Cela suffit à prouver que les grands organismes nationaux de recherche jouent un rôle essentiel dans le développement du front continu des connaissances et que seule une synergie entre ces organismes et les universités peut permettre de renforcer le tissu universitaire de la recherche.

L'efficacité de notre système de recherche repose, en grande partie, sur un système d'évaluation conjointe des laboratoires et des personnels par des pairs élus. Ceux-ci,

constitués en comités stables pendant quatre ans, sont les mieux placés pour avoir une vision prospective globale de la recherche nationale. Mais surtout, à la différence de ceux d'experts, leurs avis ont pour but d'améliorer les performances des équipes et des laboratoires de recherche. L'efficacité de ce système en fait un modèle qui mérite d'être proposé à tous les pays européens au moins au même titre que le « modèle anglo-saxon ».

Pour répondre aux objectifs de Lisbonne, le Commissariat au plan estime qu'il faudrait offrir des débouchés, publics et privés, à plus de quatorze mille docteurs par an. Il est évident que le principal butoir à cet objectif est le risque de pénurie globale en doctorant, puisque moins de dix mille sont actuellement formés par an. Une des causes de l'insuffisance de ce nombre est le manque d'attractivité des carrières scientifiques. Mais ce ne sont pas des primes « au mérite » qui peuvent corriger ce défaut, car le principal atout de la recherche publique et de l'enseignement supérieur dans notre pays est la possibilité d'être recruté jeune sur un poste de titulaire. Il est indispensable d'améliorer les carrières et de mettre en œuvre un plan pluriannuel de développement de l'emploi scientifique.

L'emploi public seul ne peut pas résoudre tous les problèmes de débouchés. La principale faiblesse de la recherche de notre pays, pointée par tous les rapports, est le développement insuffisant de la recherche dans les entreprises. Celui-ci est profondément lié au manque de cadres formés par la recherche. La seule réponse à ce problème est le rapprochement des universités et des grandes écoles pour assurer la formation de nos étudiants, dès le début des études supérieures, par des enseignants pratiquant la recherche.

Faute de prendre en compte ces contraintes, il est à craindre que les déclarations de la ministre rejoignent le cimetière des promesses de campagne électorale.